

Manifestation organisée le 5 juin 2020 à São Gonçalo, au Brésil, en réaction aux morts de George Floyd et de João Pedro, un jeune homme tué par la police brésilienne. Photo par Buda Mendes/Getty Images



# RAPPORT 2021 SUR L'ÉTAT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE SYNTHÈSE

## À PROPOS DU PRÉSENT RAPPORT

Chaque année, CIVICUS publie le rapport sur l'état de la société civile afin d'analyser l'incidence des tendances et événements contemporains sur la société civile et la manière dont celle-ci répond aux grands enjeux et problèmes actuels. Il s'agit de la 10<sup>e</sup> édition de notre rapport, qui se concentre sur les faits nouveaux qui ont affecté la société civile en 2020. Il passe revue dix années d'activité de la société civile et souligne les principales idées pour l'action de la société civile en 2021 et au-delà.

Notre rapport est conçu grâce à la société civile et pour elle, sur la base de nombreux entretiens approfondis et de discussions en ligne avec des militants, des dirigeants et des experts de la société civile, ainsi que d'autres personnes touchées de près par les principaux événements de l'année. Notre rapport 2021 a également été préparé en tenant compte du programme continu de recherche, d'analyse et de plaidoyer de CIVICUS et du travail de nos membres, de nos réseaux et partenaires, notamment notre plateforme en ligne [CIVICUS Monitor](#), qui suit l'état de l'espace civique dans 196 pays. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, notre rapport couvre cinq domaines clés de l'action de la société civile en 2020, à savoir :

- la lutte mondiale pour la justice raciale,
- la remise en cause de l'exclusion et la revendication des droits,
- revendications de justice économique et environnementale,
- la démocratie dans le contexte de la pandémie, et
- la société civile sur la scène internationale.

### ÉQUIPE DE RÉDACTION ET DE RECHERCHE

Andrew Firmin, Inés M. Pousadela, Mandeep Tiwana

### PERSONNEL DE CIVICUS

Cathryn Archibald, Amal Atrakouti, Anna Avagyan, Josef Benedict, Clara Bosco, Patricia Deniz, Ana Paula García, Mouna Ben Garga, Tor Hodenfield, David Kode, Débora Leão, Lisa Majumdar, Aisha Mugo, Paul Mulindwa, Aarti Narsee, Masana Ndinga-Kanga, Elisa Novoa, Carolina Vega Rivas, Susan Wilding

### ÉQUIPE DE COMMUNICATION

Kgalalelo Gaebee, Thapelo Masiwa, Lerato Pagiwa, Silvia Puerto Aboy, Matthew Reading Smith, Nina Teggarty, Deborah Walter

### TRADUCTEURS

Walter Aguayo, Renato Barreto, Samia Diri, Bouchra Laghzali, Nora Sicard

### GRAPHISTES

Diego March Ávila, Juliana Pecollo



Manifestation contre la loi sur la sécurité nationale dans le district 3 de Mongkok, à Hong Kong, le 27 mai 2020. Photo par Billy H.C. Kwok/Getty Images



# TABLE DES MATIÈRES

- 4 | **AVANT-PROPOS**
- 5 | **SYNTHÈSE**
- 12 | **10 ANNÉES, 10 TENDANCES**
- 16 | **CRÉDITS**
- 20 | **CHAPITRE 1**  
LA LUTTE MONDIALE POUR LA JUSTICE RACIALE
- 64 | **CHAPITRE 2**  
REMISE EN CAUSE DE L'EXCLUSION ET  
REVENDEICATION DES DROITS
- 135 | **CHAPITRE 3**  
REVENDEICATIONS DE JUSTICE  
ÉCONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE
- 184 | **CHAPITRE 4**  
LA DÉMOCRATIE DANS LE CONTEXTE  
DE LA PANDÉMIE
- 284 | **CHAPITRE 5**  
LA SOCIÉTÉ CIVILE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

# AVANT-PROPOS

LYSA JOHN, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE CIVICUS

Tant de choses se sont passées au cours des dix années qui ont suivi la publication par CIVICUS de son premier rapport sur l'état de la société civile. Dans tous les continents, les peuples ont manifesté en très grand nombre pour exiger la démocratie et le respect des droits humains. Ainsi, dans certains pays, des dictateurs établis de longue date ont été renversés, comme au Soudan et en Tunisie. Des mouvements tels que Black Lives Matter, Me Too et Ni Una Menos, visant à remettre en cause l'exclusion ancrée dans la société, et à exiger une véritable prise de conscience du racisme et du patriarcat systémiques, se sont répandus dans le monde entier. Ils ont modifié les discours et les priorités politiques, à l'instar des mouvements pour le climat dirigés par des jeunes, qui, grâce à des manifestations de grande ampleur et à des actions isolées et directes, sont parvenus à faire reconnaître que le changement climatique est une crise et qu'il est urgent d'agir.

Les progrès que nous avons accomplis en tant que société nous ont mis dans la ligne de mire. Les revendications de changement formulées par les peuples ont suscité de grands remous lors des dix dernières années. À l'échelle mondiale, l'état de l'espace civique s'est indubitablement dégradé au cours de cette période, étant donné que davantage d'États et de groupes non étatiques ont eux aussi contribué à la restriction des libertés civiques et ont affiné leurs stratégies dans cette optique. Des mouvements nationalistes et populistes inquiétants ont resurgi dans de nombreux pays, alimentant ainsi la haine, tentant de faire reculer les droits et attaquant les groupes marginalisés. La désinformation diffusée par les réseaux sociaux fait désormais partie de notre quotidien. Les institutions internationales, vers lesquelles nous nous tournons pour défendre nos droits, ont de plus en plus été prises pour cible et affaiblies par des États dits voyous.

Les dix années couvertes par cette série de rapports ont, en résumé, été une période de lutte acharnée entre d'une part, les forces de la société civile, en quête de droits humains, de libertés démocratiques et de justice sociale ; et d'autre part, les entités déterminées à leur faire barrage. Bien que tous les progrès dans le monde aient été précédés de réactions hostiles, le pouvoir de l'action collective a été prouvé. Dans le

présent rapport, vous trouverez de nombreux exemples de luttes de la société civile qui ont eu des effets et porté leurs fruits après des années d'efforts dévoués.

Notre rapport revient également sur une année sans précédent. En effet, la pandémie a mis à nu et intensifié les failles de la société et montré tout le chemin qu'il nous reste à parcourir pour bâtir un monde inclusif, dans lequel les droits et les besoins fondamentaux de chaque individu sont garantis, et dans lequel toutes les voix peuvent être entendues. Les clivages et la défense des intérêts nationaux directs ont pris le pas

sur la coopération et l'internationalisme tant attendus dans certains domaines. Les États, déjà habitués à restreindre les droits, ont intensifié la répression en appliquant des approches punitives pour contrôler le virus et monopoliser le flux d'informations. La société civile était la cible de nouvelles restrictions, qui, souvent, n'étaient pas légitimes dans le contexte de la pandémie et risquaient de durer plus longtemps que cette dernière.

Toutefois, la pandémie nous a également permis de comprendre pourquoi nous avons besoin d'une société civile diversifiée et active. En effet, cette dernière a beaucoup inspiré la compassion et défendu des valeurs

humanistes en fournissant une aide concrète, en partageant des informations vitales et en demandant aux États de rendre des comptes des décisions qu'ils prennent. Après la pandémie, l'importance de la société civile pour le monde ne devrait plus être remise en question. Une fois que la pandémie aura pris fin, nous devons reconstruire nos sociétés en nous efforçant de les rendre plus justes, plus inclusives et plus respectueuses de l'environnement. Un tel changement ne peut se faire qu'en coopérant avec la société civile et en lui garantissant des conditions propices lui permettant d'agir librement.

Face à des obstacles souvent importants, l'optimisme représente le « super-pouvoir » de la société civile. J'espère que les futures éditions du rapport de la société civile pourront se pencher sur les changements encore plus importants qui ont résulté de l'action de la société civile.



# SYNTHÈSE

## 2020 : UNE ANNÉE PAS COMME LES AUTRES

Le présent rapport revient sur une année sans précédent, durant laquelle nous avons été confrontés à une crise inédite à l'échelle mondiale. Pour beaucoup, la pandémie a signifié vivre avec une nouvelle source de craintes, d'incertitudes et d'insécurités, en plus des difficultés quotidiennes. La crise a multiplié les clivages sociaux et approfondi ceux qui existaient déjà, et a mis en difficulté les plus démunis. Les groupes marginalisés ont notamment eu du mal à assurer leur sécurité, à accéder aux soins et à vivre de leur activité. La pandémie a représenté un nouveau défi pour la société civile, déjà engagée dans de multiples luttes, et en proie à une série de restrictions dans de nombreux pays.



Des manifestants réclament la production et la mise à disposition gratuites de vaccins pour tous devant le Parlement italien à Rome, le 11 mars 2021. Photo par Stefano Montesi/Corbis via Getty Images

## DE NOMBREUX ÉTATS ÉCHOUENT AU TEST QUE REPRÉSENTE LA PANDÉMIE

La pandémie a mis les institutions politiques à l'épreuve, qui, pour la plupart, ne se sont pas montrées à la hauteur. Elle a révélé l'inadéquation de nombreux systèmes de soins de santé et d'aide sociale et a démontré une nouvelle fois comment les économies n'ont pas su répondre aux attentes de nombreuses personnes. Le monde n'était pas prêt à relever le défi mondial posé par la pandémie : la coopération internationale, indispensable dans un tel contexte, a pourtant fait défaut à cause des gouvernements, qui ont avant tout défendu leurs intérêts personnels directs. Ainsi, une pratique lamentable est née, celle du nationalisme en matière de vaccins. Les grandes disparités dans les taux de vaccination entre les puissances économiques et les autres ont révélé une réalité sordide dans laquelle la valeur d'une vie humaine dépend d'un facteur tout à fait aléatoire, à savoir le lieu de naissance.

Tous les États ont adopté des approches dites descendantes et coercitives, qui semblaient douter de la capacité des personnes et des communautés à faire face à la pandémie. Le premier réflexe de nombreux présidents et premiers ministres a été d'agir comme si la pandémie était une menace pour leur pouvoir, en déployant des tactiques de répression bien rodées. Les États ont étendu leur pouvoir sans tarder, et certains ont manifestement utilisé la pandémie comme alibi pour restreindre davantage certains droits, sachant que ces restrictions perdureront longtemps après la fin de la crise. À une époque où le contrôle de leurs agissements était devenu plus difficile, on soupçonnait certains dirigeants politiques de consolider leur pouvoir de manière opportuniste, en adoptant à la hâte des mesures répressives qu'ils souhaitaient depuis longtemps lancer.

De nombreux États ont orchestré leur propagande officielle à grande échelle et ont, sous prétexte de lutter contre la désinformation, cherché à contrôler le flux d'informations en renforçant la censure et en incriminant les enquêtes et les commentaires légitimes, notamment les tentatives visant à leur faire rendre des comptes sur les mauvaises performances en matière de gestion de la pandémie et les dénonciations faites par le personnel de santé. Comme à son habitude, la Chine a contrôlé les discours sur le virus et réprimé la dissidence, ce qui a permis au virus de devenir une pandémie. Malgré cela, l'État n'a pas changé d'approche, si bien qu'il est celui qui a le plus étendu ses pratiques

de surveillance et bafoué le droit à la vie privée, au motif d'empêcher la propagation du virus, en développant des capacités de surveillance qui lui permettraient probablement de continuellement s'immiscer dans la vie des gens.

Les États ont renforcé leur pouvoir coercitif, en faisant preuve de violence dans l'application des restrictions à la circulation et en réprimant les manifestations, traitant les individus comme des cibles plutôt que comme des partenaires dans la lutte contre le virus. Aux Philippines, des personnes ont été placées dans des cages à chiens pour avoir enfreint les règles relatives à la pandémie. Dans plusieurs États du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, dont l'Arabie saoudite, le Bahreïn, l'Égypte et l'Iran, des militants de la société civile emprisonnés pour leur travail de défense des droits sont restés dans des prisons surpeuplées, augmentant leur risque de contracter le virus, et avec peu d'espoir d'accéder aux soins de santé dont ils ont besoin. En Algérie, l'État a libéré certains prisonniers pour des raisons de sécurité, mais a rempli l'espace libre avec d'autres militants incarcérés.

Dans de nombreux pays où se tenaient des élections, les candidats se sont livrés à un calcul politique poussé et ont précipité les votes dans des conditions dangereuses, comme à Singapour et au Sri Lanka. Ils les ont également retardés, comme en Bolivie, ou tenté de politiser la riposte à la pandémie au profit de leur campagne de réélection, comme en République dominicaine et en Pologne. Les partis au pouvoir ont saisi l'occasion pour interdire les rassemblements de l'opposition tout en poursuivant leur propre campagne, comme on l'a vu en Tanzanie et en Ouganda. Dans des régions où les forces populistes et nationalistes de droite étaient déjà actives (notamment dans de nombreux pays européens), les candidats ont profité de la pandémie pour semer la division afin d'en tirer un avantage politique, en politisant certaines questions (telles que celles de l'utilisation des masques et la vaccination) sans se soucier du fait que leurs campagnes de désinformation coûtent des vies.

Le droit international prévoit que toute restriction introduite pour des raisons de santé doit être proportionnée et limitée dans le temps, il est donc bien sûr très inquiétant de constater que de nombreux États sont allés trop loin dans l'exercice de leur pouvoir, et que certaines mesures excessives resteront en place, en particulier lorsque des lois d'urgence ont été adoptées sans date d'échéance. Les exemples passés ne sont pas encourageants : après les atrocités du 11 septembre, des lois et des pratiques durables étendant la violence étatique ont été introduites. Il n'est donc pas étonnant qu'à la fin de l'année, environ 87 %<sup>7</sup> de la population mondiale vivait dans des pays où l'espace civique était fortement restreint.

La pandémie n'a pas été gérée de la même manière dans le monde, et certains États, notamment la Nouvelle-Zélande, la Corée du Sud et Taiwan, ont maîtrisé le virus, gagné la confiance du public et communiqué clairement les mesures de riposte à la pandémie, tout en respectant et en défendant la plupart des libertés démocratiques. Ce constat démontre que la voie de la répression, que bon nombre d'États ont décidé de suivre, n'était pas une nécessité, mais un choix.

## LA PANDÉMIE PROUVE LA NÉCESSITÉ DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Dans des conditions souvent difficiles, et alors même que l'espace civique était de plus en plus restreint par de nouvelles mesures, la société civile **s'est mobilisée**<sup>7</sup> pour combler les lacunes engendrées par les dysfonctionnements de l'État et du marché, en apportant son aide aux personnes les plus démunies, et en défendant les droits. Les organisations de la société civile (OSC) ont rapidement apporté un soutien vital, en distribuant de l'argent, de la nourriture, des médicaments et des articles sanitaires, en diffusant des informations précises sur le virus et en proposant des soins de santé et des services de soutien psychologique. Après l'augmentation de la violence fondée sur le genre lors du confinement, les OSC ont mis en place des lignes d'assistance téléphonique, se sont efforcées d'offrir des espaces sûrs conformes aux règles de mise en quarantaine, et ont défendu l'accès au système judiciaire. D'autres efforts ont été consentis à titre bénévole afin de s'assurer un soutien mutuel dans les communautés et les quartiers. Les OSC ont veillé à ce que les programmes de soutien soient administrés de manière équitable et atteignent les personnes les plus marginalisées, et se sont efforcées de repousser les restrictions excessives de l'État, de dénoncer les abus et de lutter contre l'impunité. La société civile contribuait largement à trouver et à promouvoir des idées pour concrétiser un monde post-pandémique plus juste et plus durable.

Dans le monde entier, la société civile a prouvé son utilité et fait une différence. Sans les efforts de cette dernière, les populations auraient bien plus mal vécu la pandémie. La leçon à en tirer est qu'une société civile active est un élément essentiel du tissu social et une source de résilience en temps de crise, et qu'elle doit être encouragée plutôt que réprimée. La société civile doit non seulement être en mesure d'agir en tant que principal fournisseur de services, mais également de jouer les autres rôles légitimes et indispensables qu'elle a assumés lors de la pandémie, à savoir aider les populations à participer à la prise de décision et à proposer d'autres solutions viables, et examiner les choix faits par les États.

## SE MOBILISER ET RÉUSSIR, CONTRE VENTS ET MARÉES

Le monde étant focalisé sur la pandémie, il était plus difficile que jamais pour les populations de faire entendre leur voix lorsqu'elles réclamaient des changements aux problèmes politiques, économiques et sociaux qui ont précédé la pandémie et qui ont été intensifiés par cette dernière. Toutefois, cela ne les a pas empêchées de continuer à revendiquer leurs droits par tous les moyens dont elles disposaient. Elles ont exigé le respect des libertés démocratiques, cherché à sécuriser leurs moyens de subsistance et insisté sur l'importance d'un monde égalitaire. Et en affirmant le besoin de changement immédiat, elles ont œuvré à la protection et à la réalisation de notre avenir collectif.

La résurgence des revendications de justice raciale à l'échelle mondiale sous la bannière du mouvement *Black Lives Matter* aux États-Unis et dans le monde entier après le meurtre de George Floyd par la police en mai a fait la une des journaux. Les détails écœurants de ce meurtre, l'humiliation très publique subie par la victime et le moment auquel il a eu lieu (c'est-à-dire une période pendant laquelle on demandait aux populations d'accepter des restrictions et de respecter ceux qui veillent à leur application), ont été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Les populations descendaient inéluctablement dans les rues pour exiger l'éradication du racisme systémique et de la violence policière qu'elles subissent depuis des générations. Dans d'innombrables pays, les populations ont refusé que l'on essaie de caractériser le racisme systémique comme un problème rongeur uniquement les États-Unis, et insisté sur le fait qu'il s'agit d'un fléau sévissant également dans leurs sociétés. Ce faisant, elles ont mis en lumière le problème du racisme dans des pays aussi divers que la Colombie, les Pays-Bas et l'Afrique du Sud, tandis que les Américains d'origine asiatique ont également protesté contre l'intensification de la violence et de la discrimination à leur égard dans le contexte de la pandémie. La détermination à mettre fin aux violences policières a eu un grand retentissement, encourageant les populations à se soulever contre les violences policières, notamment au Nigeria. À l'échelle mondiale, le mouvement a mis en lumière des schémas d'exclusion bien ancrés ainsi que certains efforts de longue date visant à les enrayer, et a rallié de nouveaux soutiens à ces causes.

Parallèlement, la mobilisation s'est poursuivie afin de faire respecter les droits de tous les groupes victimes du même type d'exclusion structurelle qui s'était aggravée pendant la pandémie (même si elle existait bien avant cette dernière). Parmi ces groupes figurent les femmes et les personnes LGBTQI+, et il convient d'ajouter que de grands progrès dans la défense de leurs droits ont été accomplis. Au Chili, les efforts visant à élaborer une

nouvelle Constitution dans le cadre d'une démocratie participative ont réussi à aboutir grâce à des manifestations de rue concertées et ont permis de garantir la parité entre les genres et la représentation des autochtones. L'avortement a été légalisé en Argentine. Les relations entre personnes de même sexe ont été dépénalisées au Bhoutan et au Gabon, et le mariage entre personnes de même sexe a été légalisé au Costa Rica, ce qui est une première en Amérique centrale. Partout dans le monde, les progrès accomplis ont été précédés d'une réaction violente de la part des groupes hostiles aux droits. Mais malgré cela, l'espoir de voir reculer ces groupes hostiles s'est renforcé aux États-Unis, et les Américains se sont rendus aux urnes en nombre record dans l'optique de chasser un président raciste et sexiste, contournant ainsi le problème de « suppression » systématique des électeurs.

Les lourdes conséquences économiques résultant des mesures de confinement et de l'incapacité des États à apporter un soutien adéquat aux nombreuses personnes ne parvenant plus à couvrir leurs besoins essentiels ont entraîné d'innombrables manifestations, souvent réprimées brutalement. Les populations



Une militante de Black Lives Matter mène des manifestants lors d'une marche à New York, aux États-Unis, le 8 août 2020. Photo par Ira L. Black/Corbis via Getty Images

ont exigé une meilleure gouvernance après qu'il a été révélé que les responsables politiques et les fonctionnaires avaient négligé la responsabilité qui leur incombe (à savoir protéger la population pendant la pandémie), et avaient plutôt vu dans cette dernière l'occasion de s'enrichir et de faire du favoritisme. En effet, des cas de corruption dans les opérations d'achat de fournitures médicales vitales ont été révélés au Paraguay et au Zimbabwe. En se rassemblant en grand nombre, comme cela a été le cas au Guatemala, les populations ont réussi à contrer les tentatives des États et des institutions financières internationales visant à imposer des mesures d'austérité économiques néolibérales qui ont réduit les services dont elles dépendaient le plus pendant la pandémie. En Inde, les agriculteurs ont manifesté en nombre record pour protester contre l'emprise de certaines multinationales et la collusion entre élites, faisant ainsi fi de l'autoritarisme et contraignant un gouvernement intransigeant à s'asseoir à la table des négociations. À la suite de la dénonciation de cas de grande corruption en Russie autoritaire, les citoyens ont fait des manifestations, qui ont continuellement été réprimées.

Même dans des contextes très répressifs, où les dissidents peuvent faire l'objet de représailles mortelles ou risquent fortement d'écoper de peines d'emprisonnement prolongées, les populations ont risqué leur vie pour s'opposer à un pouvoir abusif et exiger des libertés démocratiques. Au Myanmar, certains ont encouragé des actes audacieux de désobéissance civile face au pouvoir militaire. En Algérie, en Biélorussie et à Hong Kong, entre autres, les espoirs des populations de vivre dans une démocratie avec des dirigeants réellement à leur écoute n'ont pas encore été concrétisés, ce qui ne les a pas empêchées de continuer à faire preuve d'un courage extraordinaire en descendant dans la rue malgré le grand danger, gardant l'espoir d'un changement.

Avant que la pandémie ne frappe, les grandes mobilisations sur le climat de 2019 avaient fait naître l'espoir que 2020 serait une année historique en matière de progrès dans la lutte contre le changement climatique. Cela n'a pas été le cas, et il reste peu de temps pour que d'éventuels progrès puissent changer les choses, les populations ont donc continué à se mobiliser quand et comme elles le pouvaient pour maintenir la pression en faveur de l'action climatique, y compris lors de manifestations en ligne et à distance, et de manifestations en présentiel avec port du masque. Le travail d'innombrables mouvements à la base en faveur de l'environnement, des autochtones et des droits à la terre visant à défendre les ressources locales et à limiter les effets néfastes des extractions s'est poursuivi, malgré le fait qu'il soit souvent mal connu et qu'il fasse encourir aux militants un danger de la part de groupes influents soucieux de protéger leurs intérêts. Les populations ont insisté sur le fait que l'avenir post-pandémie devait

être différent et qu'il ne pouvait être fondé sur de nouvelles extractions, sur davantage d'émissions de gaz à effet de serre, et sur la poursuite de pratiques non durables compromettantes.

Ces mouvements ont apporté un changement. Dans de nombreux pays, des droits visant à rendre les sociétés plus égalitaires ont été inscrits dans la législation, et certaines politiques controversées ont été inversées. Grâce à l'action de la société civile, de nouvelles élections ont été organisées au Malawi, annulant ainsi une victoire électorale irrégulière. Au Kirghizstan, la vague de protestations qui a suivi une élection biaisée a contraint un président à démissionner. Les victoires remportées par la société civile ont rarement été complètes ; beaucoup ont ouvert de nouveaux champs de contestation, mais peu d'entre elles ont apporté assez de changements ou entraîné des améliorations durables. Toutefois, elles ont démontré que des changements peuvent survenir, même s'ils ne sont obtenus qu'après de longues années de lutte. Le mouvement mondial pour la justice raciale a montré qu'il est possible de progresser même lorsque les problèmes sont profondément ancrés dans la société, à condition de recentrer les débats loin des pratiques discriminatoires et de considérations personnelles, sur une compréhension collective des forces systémiques en présence. En outre, ce mouvement a permis de reconnaître l'existence, à un haut niveau politique, du problème du racisme systémique, d'admettre que le colonialisme n'est pas seulement un héritage historique, mais aussi une réalité permanente et traumatisante, et de contraindre de nombreuses institutions (y compris de grandes sociétés), qui n'avaient auparavant pas pris position sur ces questions, à s'engager à établir de meilleures pratiques. Les manifestations ont permis d'inscrire la question du racisme à l'ordre du jour, à l'instar de la question du changement climatique l'année précédente. Il s'agit là de progrès modestes qui doivent s'inscrire dans le cadre de changements plus importants, mais qui n'auraient pas eu lieu sans l'action collective des gens.

## PROUVER LE POUVOIR DE L'ACTION COLLECTIVE

L'année 2020 n'a pas été une année comme les autres, il faut également comprendre qu'elle s'inscrit dans un contexte plus vaste. Pour la 10<sup>e</sup> édition du rapport sur l'état de la société civile, nous avons passé en revue dix années et identifié dix tendances clairement perceptibles, que cette série de rapports a suivies (voir la section spéciale de ce résumé qui y est consacrée). Ces tendances clés se sont toujours dégagées en 2020 et ont influencé l'évolution de la pandémie.





Des manifestants célèbrent devant le Congrès national à Buenos Aires, en Argentine, la légalisation de l'avortement, le 30 décembre 2020. Photo par Marcelo Endelli/Getty Images

Ce qui est clair, c'est que le pouvoir des mouvements de grande ampleur a maintes fois été prouvé au cours de ces dix dernières années. Celles-ci ont été marquées par de grandes vagues de protestations dans le monde entier, portées par des populations qui se sont rebellées et ont défié les tentatives de répression, afin d'insister sur l'importance des droits humains, des libertés démocratiques et de l'égalité, et d'exiger la justice en matière de genre, de race, d'économie, de société et d'environnement. Cette période se résume essentiellement à un bras de fer acharné entre les mouvements populaires engagés dans leurs luttes et les forces répressives ; et a débouché, malgré les nombreux revers, sur plusieurs réussites.

Pendant cette période, un changement important s'est produit lors des mobilisations. En effet, désormais, les populations revendiquent leur identité en tant que femmes, que personnes noires, que personnes LGBTQI+, qu'indigènes et autres encore, en dénonçant leur manque de visibilité, en mettant leurs vies à l'honneur, et en exigeant de pouvoir jouir pleinement de leurs droits au même titre que les autres. Les femmes s'efforcent de mettre fin à la violence fondée sur le genre et aux féminicides, de faire respecter les droits sexuels et reproductifs et l'égalité sur le lieu de travail, mais mènent aussi les luttes pour la démocratie. Elles ne remplissent pas les rôles de soutien traditionnellement féminins, mais sont plutôt les visages et les moteurs des mouvements de contestation.

Dans beaucoup de pays, bon nombre de manifestants sont des personnes jeunes, voire très jeunes, qui se mobilisent pour la première fois. Les jeunes se sont impliqués dans la question du changement climatique pour en faire un enjeu décisif actuel. Outre le changement climatique, des questions telles que celles du racisme systémique, de l'inégalité entre les économies et du déni de démocratie contribuent également à motiver l'élan contestataire d'une nouvelle génération qui considère ces problèmes comme des cas d'injustice flagrantes. Les jeunes perçoivent le décalage énorme entre leurs idéaux d'équité et les agissements des États et des grandes entreprises, ce qui les motive à descendre dans les rues.

Les populations affirment leur identité ; et dans le même temps, de nombreux mouvements de contestation témoignent d'une compréhension approfondie des liens entre les luttes, et dépassent les clivages sociaux qui ont longtemps empêché les différentes communautés de formuler des revendications communes, comme dans des pays très divisés d'un point de vue sectaire ou religieux, tels que l'Irak et le Liban. Les mouvements de contestation sont de plus en plus multidimensionnels, c'est-à-dire qu'ils dénoncent des formes d'inégalité et d'exclusion qui se cumulent, et revendiquent donc les droits des plus marginalisés (comme les personnes transgenres noires) ; certains que

chaque individu ne réalisera pleinement ses droits que lorsque ceux des plus marginalisés seront respectés. On commence à se rendre compte que les mouvements sont plus forts et plus influents lorsqu'ils sont multidimensionnels et dirigés par des femmes, des jeunes et d'autres membres de groupes qui dénoncent leur exclusion.

Les jeunes en particulier, qui se connectent dès leur plus jeune âge au-delà des frontières et des différences identitaires grâce à la technologie sociale et mobile, reproduisent au quotidien dans la vie réelle des réseaux ouverts et pluriels. Les mouvements de contestation contemporains prennent la forme de réseaux plutôt que de pyramides, avec une multitude de leaders actifs à l'échelle locale. Les « mouvements des parapluies » de Hong Kong ont peut-être été réprimés, mais le slogan qui les guidait, à savoir « soyez comme l'eau » (autrement dit, « soyez informés, mobiles et adaptables »), lui, reste vrai.

Les réactions hostiles des élites politiques et économiques, qui ont tout intérêt à refuser les réformes souhaitées, sont une preuve supplémentaire que les contestations vont dans le bon sens. Il n'est pas étonnant que bon nombre des restrictions de l'espace civique dont CIVICUS a fait état ces dernières années soient liées à la répression directe des contestations. Cette répression a pris diverses formes : les forces de sécurité ont fait usage de la violence, ont arrêté des individus et interdit des manifestations publiques, et empêché le partage d'informations incitant les gens à se mobiliser, par le biais de la censure, des coupures d'Internet et de la surveillance. Les restrictions des manifestations et la répression de la liberté d'expression ne sont pas dissociables, mais vont plutôt de pair dans le cadre de la dynamique de notre époque, qui voit deux camps s'opposer : le premier, composé d'individus qui se rassemblent en grand nombre pour exiger des changements, et le deuxième, constitué d'entités déterminées à les en empêcher. Bien que ce deuxième groupe ait à sa disposition des moyens de répression divers et variés, la force de la société civile, elle, réside dans le nombre de personnes qui la composent et dans leur détermination à lutter pour leur vie et leur avenir.

## LES DÉFIS POUR L'AVENIR

Après avoir jeté un regard sur les événements passés, il est temps d'évoquer l'avenir. Le monde d'aujourd'hui n'est pas celui que beaucoup de membres de la société civile auraient espéré il y a dix ans. Bien qu'il y ait eu des progrès et des reculs, les conditions propices au développement de la société civile ont dans l'ensemble empiré. Trop de personnes dans le monde sont privées de leurs droits. Beaucoup de luttes n'ont pas abouti et de nombreuses personnes ayant dirigé des campagnes pour le changement ont été victimes de répression ou ont été emprisonnées. Les institutions et les pratiques

multilatérales ont été fragilisées ; les violations flagrantes des droits humains, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité restent souvent impunis. Un espoir s'est envolé : celui de voir les puissances économiques montantes du Sud, telles que le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud, jouer un rôle plus important pour le bien de la société, en s'appuyant sur leur histoire de lutte pour la démocratie et les droits humains afin de soutenir les valeurs démocratiques et de permettre l'existence d'une société civile.

D'autres nuages inquiétants se profilent à l'horizon. Le monde risque de devenir encore plus inégalitaire, divisé entre les populations qui ont accès au vaccin (notamment celles des pays les plus riches) et celles qui ne l'ont pas et qui risquent donc encore d'être contaminées au virus (ce qui est le cas de nombreuses personnes dans les pays du Sud). De grandes parties du monde risquent de rester longtemps assujetties à des restrictions des libertés et de s'enliser dans des conflits d'ordre économique, même si les pays du Nord rebondissent rapidement. S'il continue de circuler librement, le virus risque de subir une nouvelle mutation, rendant ainsi le monde plus dangereux pour tous.

Pendant ce temps, les records de température ne cessent de tomber, et les délais qui ont été fixés pour y remédier ne cessent d'être dépassés. Les engagements des gouvernements à rendre les activités mondiales neutres en carbone à des dates lointaines peuvent constituer une reconnaissance symbolique de l'urgence de la situation, mais il ne reste bientôt plus beaucoup de temps pour prendre des mesures qui feront une véritable différence. La vingt-sixième session de la Conférence des Parties (COP26), prévue pour novembre 2021, doit constituer un tournant décisif, ce qui ne pourra être le cas que si les voix de la société civile sont entendues et prises en compte. Sinon, ce sont les personnes les plus marginalisées et les moins nanties qui paieront le plus lourd tribut.

Toute stratégie visant à faire respecter les droits et à obtenir des changements progressifs devra également tenir compte de la conduite de plus en plus répréhensible adoptée par de puissants États répressifs, notamment la Chine et la Russie, non seulement à l'intérieur de leurs frontières, mais aussi au niveau international. Bien que leurs politiques ne soient pas nécessairement alignées (la Chine veut répandre son modèle de développement économique exempt de droits à l'échelle mondiale, tandis que la Russie veut maintenir sa sphère d'influence autour de ses frontières en favorisant le chaos et la déstabilisation), les droits humains pâtissent et les conflits font rage partout où l'influence de ces deux pays se fait sentir. Alors que l'espoir de voir les États-Unis devenir plus responsables en matière de politique étrangère grandit, la Chine et la Russie semblent prendre une mauvaise direction. En 2020, elles ont mesuré le degré d'impunité

dont elles pouvaient jouir, confiantes que certains de ses partenaires dont l'économie dépend de leur pays fermeraient les yeux face à certains agissements. Ainsi, la Russie a manifestement empoisonné un éminent dissident qui menaçait le pouvoir présidentiel, pour finir par l'emprisonner, étant donné qu'il avait survécu ; et la Chine quant à elle a supprimé le statut spécial de Hong Kong et transformé le Xinjiang en une prison. Si ces États restent impunis malgré leurs actes odieux, on peut se demander avec inquiétude ce qu'ils pourraient être tentés de faire à l'avenir.

Pour aider à résoudre certains de ces problèmes, une coopération internationale efficace, fondée sur des règles et sur des normes solides en matière de droits humains, est plus que jamais nécessaire. Il faut concrétiser certaines idées émanant de la société civile, à savoir réformer le Conseil de sécurité des Nations unies, renforcer le contrôle et la responsabilisation en matière de conventions relatives aux droits humains, et élaborer de nouvelles normes juridiques. Pour ce faire, il est nécessaire de renforcer la participation démocratique de la société civile dans les institutions de l'ONU, comme elle l'avait demandé avec insistance en 2020. L'observation générale sur le droit de réunion pacifique adoptée en 2020 par le Comité des droits de l'homme de l'ONU, un organe composé d'experts chargés de surveiller la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, offre un bon exemple de coopération entre les institutions multilatérales, les États et la société civile ; cette coopération doit être renforcée.

## LES ESPOIRS POUR LE FUTUR

Il est nécessaire de lutter contre les atteintes aux droits et de défendre les acquis de la société civile à tous les échelons, mais il faut également continuer à rêver grand et à viser haut. À l'échelle mondiale, les mouvements qui sont parvenus à changer l'ordre du jour et la perception que les gens ont du monde et de leur rôle n'ont pas été ceux qui cherchaient timidement des réformes progressives, mais plutôt ceux qui exigeaient des changements drastiques, à savoir la fin de l'extraction des combustibles fossiles, la fin du financement étatique pour les pratiques racistes de la police, le lancement de révolutions politiques et l'élaboration de nouvelles Constitutions. Ces changements nous rappellent donc la nécessité d'être ambitieux.

Il faut espérer dans les dix années à venir que les populations vivront dans des sociétés plus inclusives, plus justes et plus égales, c'est-à-dire où elles ne seront pas contraintes de vivre dans la peur, la pauvreté et l'insécurité, et où elles seront libres d'être tout simplement elles-mêmes. Des sociétés où le changement climatique sera maîtrisé ; où les économies seront inclusives ; où les institutions politiques, aux niveaux national

et international, acceptent d'être contrôlées ; où les populations auront de multiples moyens d'exprimer leurs préoccupations ; et où les mouvements et les organisations populaires seront libres d'agir. Ces objectifs ne doivent pas être considérés comme irréalisables, étant donné qu'ils reposent sur les expériences vécues par les populations et sur la connaissance de leurs problèmes. De plus, il y a suffisamment de personnes qui souhaitent leur concrétisation.

Pour que des changements surviennent, deux conditions doivent être réunies. Premièrement, les libertés civiles, notamment le droit de réunion pacifique, doivent être défendues et respectées, afin que les populations puissent se mobiliser en nombre pour formuler leurs revendications. Si l'on remonte encore plus loin dans le temps, toutes les évolutions historiques majeures (y compris le droit de vote des femmes, la décolonisation et le droit à l'autodétermination, les lois sur l'égalité raciale et les déclarations sur l'urgence climatique) n'ont été possibles qu'après de vastes mobilisations, qui les ont favorisées. Pourtant, aujourd'hui, les États mêmes dans lesquels ces changements ont été obtenus délégitiment et font taire les contestations.

Les États les plus démocratiques doivent donner l'exemple en adoptant une attitude très permissive à l'égard des rassemblements pacifiques nationaux et en incitant les autres pays à faire de même dans le cadre de leurs relations diplomatiques bilatérales et multilatérales. Les restrictions temporaires imposées dans le cadre de la pandémie doivent être annulées dès que possible. Le système international doit entreprendre plus de mesures pour faire respecter les normes relatives au droit de manifester. Les grandes entreprises doivent être appelées à rendre des comptes et être sanctionnées financièrement lorsqu'elles se rangent aux côtés des dirigeants autoritaires, au détriment des mouvements populaires. Les populations quant à elles doivent avoir le courage de protester, sans pour autant être exposées au risque d'être jetées derrière les barreaux ou de subir une violence inouïe, voire mortelle.

Deuxièmement, il faut être plus nombreux que jamais pour que les contestations deviennent écrasantes : les populations doivent donc sortir dans les rues et continuer à protester en grand nombre. Les dix dernières années nous ont montré qu'aucun changement ne se concrétise sans avoir été exigé, et qu'un nombre élevé de contestataires peut faire la différence. Une fois que la pandémie, qui a rendu les mobilisations en nombre beaucoup plus difficiles, sera passée ; espérons qu'une foule de personnes s'unissent avec joie, pour célébrer la nature sociale de l'être humain, et avec droiture, pour insister sur le fait que le monde doit être meilleur pour tous.

# 10 ANNÉES, 10 TENDANCES

Après dix années de publication du rapport annuel sur l'état de la société civile, il est possible de discerner certaines tendances à long terme affectant la société civile, et des tendances dans l'action de la société civile. Ces tendances, qui ont précédé la pandémie et influencé la manière dont elle a été vécue et dont on y a réagi, façonneront notre monde post-pandémique et restent d'actualité. À l'avenir, la société civile doit répondre à des questions clés en vue de contrer ces tendances, mais également surmonter les nombreux événements regrettables qui ont eu lieu au cours des dernières années.

## 1. UNE RÉPRESSION CONSTANTE DE L'ESPACE CIVIQUE

L'espace dont dispose la société civile pour promouvoir les droits et faire valoir la justice sociale a toujours été contesté. Toutefois, au cours des dernières années, un plus grand nombre d'États, y compris des États ouvertement démocratiques, ont porté atteinte à la société civile ; et des groupes anti-droits ont été créés. Même si ces derniers se positionnent comme faisant partie de la société civile, ils mettent en péril les actions de la société civile, qui est légitime et respectueuse des droits. De nouvelles tactiques de restriction ont vu le jour, notamment le recours croissant aux attaques en ligne, à la censure, à la surveillance et aux lois sur la désinformation, tandis que les manifestations dans de nombreux pays ont été brutalement réprimées. Pour y faire face, la société civile a amélioré ses capacités de communication, de sensibilisation et de coopération, et a développé des stratégies de résilience, de solidarité et de soutien à l'échelle internationale.

Quelles autres mesures la société civile peut-elle prendre à l'heure actuelle pour riposter et convaincre de l'importance du respect de l'espace civique aux niveaux national et international ? Quel soutien supplémentaire est nécessaire pour renforcer la résilience de la société civile face aux attaques menées contre elles ?

## 2. LA POLITIQUE EN PLEINE ÉVOLUTION ET LA DÉMOCRATIE MISE EN DANGER

De nombreuses régions du monde ont connu des bouleversements politiques et ont rejeté certaines normes relatives à la gestion de la politique et des principes démocratiques. Bon nombre de présidents ont réécrit les Constitutions de leur pays afin de briguer un autre mandat et organiser des élections contrôlées et inéquitables. Le populisme et le nationalisme de droite ont refait surface dans de nombreuses régions, alimentés par des responsables politiques et des groupes anti-droits favorisant la désinformation et la haine dans le but de semer la division. Beaucoup de personnes adoptent des positions plus extrêmes. Dans ce contexte de polarisation, l'organisation de débats rationnels et la recherche d'un consensus sont devenus plus difficiles, multipliant ainsi les attaques menées à l'encontre des initiatives de la société civile visant à promouvoir les droits, à défendre la démocratie et à faire respecter l'obligation de reddition des comptes. Parallèlement à ces attaques, la société civile a



Les femmes philippines se mobilisent à l'occasion de la Journée internationale de la femme, le 8 mars 2020, pour exiger le respect des droits humains et la fin du régime répressif du président Rodrigo Duterte. Photo : Jes Aznar/Getty Images

fait preuve d'innovation en matière d'organisation et de mobilisation ; et de nouvelles dirigeantes jeunes et féministes valorisant le dialogue, la justice sociale et l'action climatique sont entrées sur la scène politique.

Comment la société civile peut-elle coopérer avec les nouveaux dirigeants progressistes ? Comment peut-elle mener la lutte contre l'extrémisme et promouvoir un nouveau respect des normes démocratiques, y compris en faveur des dissidents et du dialogue ?

### 3. LES CONSÉQUENCES DU CAPITALISME ULTRALIBÉRAL

La dénonciation d'actes de grande corruption, les menaces de réduction des services publics essentiels et les chocs économiques ont récemment entraîné plusieurs mouvements de contestation. Il semblerait que même des petites augmentations dans les prix des produits de base aient fortement incité les peuples à se révolter pour formuler de grandes revendications d'ordre politique et économique. Les populations rejettent de plus en plus les modèles économiques axés sur les profits et la mercantilisation de l'espace public au détriment des droits du travail et des normes de protections sociales et environnementales. Les inégalités économiques sont de plus en plus marquées, et l'emploi précaire devient la norme. Les grandes entreprises contribuent largement aux attaques contre l'espace civique et aux violations des droits humains, en particulier contre les défenseurs des droits environnementaux, des populations indigènes et du droit à la terre. Pour venir à bout de ces problèmes, la société civile s'efforce de créer d'autres modèles économiques, de militer pour les droits du travail et d'obliger les grandes entreprises à rendre des comptes.

Comment la société civile peut-elle renforcer les connaissances des populations en économie, mieux répondre à leur colère face aux inégalités économiques, et promouvoir des modèles économiques plus justes et plus durables pour la reprise post-pandémique ?

### 4. RECONNAISSANCE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN TANT QUE CRISE

De l'Arctique à l'Australie en passant par l'Amazonie, la société civile a tiré la sonnette d'alarme au sujet du changement climatique. Les manifestations en grand nombre

ont fait des revendications en matière de changement climatique un problème majeur méritant d'être résolu. Il est maintenant évident que nous sommes confrontés à une crise climatique et que la menace est immédiate, pesant sur toutes les populations du monde, notamment sur les groupes les plus marginalisés. En réponse à la pression exercée par les manifestations, de nombreuses administrations se sont fixées l'objectif de neutraliser les émissions de carbone et ont déclaré l'état d'urgence climatique. En outre, de nouveaux moyens d'action sont apparus (tels que les assemblées citoyennes sur le climat) et ont montré qu'ils pourraient véritablement changer la donne. Toutefois, il sera impossible aux dirigeants politiques et au secteur privé d'agir à l'échelle requise si la société civile ne maintient pas la pression. Il ne faut pas se contenter de faire de beaux discours, mais plutôt entreprendre des mesures visant à mettre fin à la dépendance aux combustibles fossiles et à garantir le respect des milieux naturels. Actuellement, beaucoup redoutent que les plans de relance économique à la suite de la pandémie se traduisent par une course à la croissance alimentée par le carbone.

Comment la société civile peut-elle soutenir l'élan contestataire contre le changement climatique, proposer des solutions innovantes (telles que l'adoption de nouveaux accords pour l'environnement et l'organisation d'assemblées sur le climat) et intégrer l'action climatique dans tous nos travaux ?

### 5. REMISE EN CAUSE DE L'EXCLUSION STRUCTURELLE ET REVENDICATION DES DIFFÉRENCES

Des progrès ont été réalisés dans la lutte contre l'exclusion structurelle, qui entrave les droits et limite les possibilités de bon nombre de personnes. La société civile a mis en lumière de diverses manières des problèmes profondément ancrés dans la société, à savoir le racisme, le sexisme et l'homophobie, notamment en protestant, en organisant des campagnes, et en utilisant des voies et recours judiciaires. Tout en s'efforçant de promouvoir l'égalité, de nombreux mouvements luttent pour la reconnaissance et la revendication de la diversité et de la différence, plutôt que de leur assimilation. Les vagues successives de manifestations en faveur du mouvement Black Lives Matter ont présenté le racisme sous un nouvel angle, en montrant clairement qu'il s'agit d'un problème systémique ancré dans les interactions sociales et les institutions. Les mouvements de défense des droits des LGBTQI+ et des femmes

ont progressé, mais leurs acquis ont entraîné des réactions hostiles de la part des groupes anti-droits. Les populistes et les nationalistes ont ravivé la guerre des cultures, exposant les groupes marginalisés à de nouvelles menaces. Les normes et conventions internationales, notamment en matière de droits des femmes, sont de nouveau bafouées.

Comment la société civile peut-elle surmonter les réactions hostiles, passer de la reconnaissance du problème à un changement réel, adopter une approche multidimensionnelle et remettre en question nos attitudes et comportements, qui sont ancrés dans les inégalités structurelles et les favorisent ?

## 6. L'ESSOR DES RÉSEAUX SOCIAUX ET DE L'« ÉCONOMIE DE LA DÉSINFORMATION »

L'essor des réseaux sociaux a créé de nouvelles possibilités d'action pour la société civile, mais la pandémie a également permis de révéler clairement une persistance des fractures numériques. Les plateformes de réseaux sociaux se sont révélées être un terrain fertile pour les groupes autoritaires et anti-droits. Il semblerait que la désinformation, les discours de haine et les théories du complot ne cessent de s'intensifier, délibérément encouragés par des États et des groupes politiques avec le but de déformer le discours et de semer la confusion et la discorde, tant au niveau national qu'international. Ces pratiques visent également à faire du tort à la société civile, aux groupes marginalisés et à toute personne qui défend ses droits. La possibilité de répandre la désinformation et d'en tirer profit fait partie intégrante du modèle de gestion économique des réseaux sociaux, qui est conçu pour favoriser une attitude compulsive chez leurs utilisateurs en alimentant constamment ces derniers avec des flux de contenus non vérifiés. Le discours politique est désormais dominé par des plateformes conçues pour vendre de la publicité, et les géants des réseaux sociaux n'ont aucun intérêt à démanteler l'« économie lucrative de la désinformation ».

Comment la société civile peut-elle utiliser les réseaux sociaux pour faire avancer notre travail sans se rendre complice de l'« économie de la désinformation » ? Quelles autres plateformes pourraient être déployées pour améliorer la qualité du discours politique ?

## 7. LES ÉTATS DITS VOYOUS RÉPANDENT LEURS MODÈLES DANS LE RESTE DU MONDE

Le rôle mondial de la Chine va désormais au-delà de la « diplomatie des infrastructures », qui lui permet de s'assurer un soutien en finançant de vastes projets d'infrastructures dans d'autres pays et en favorisant l'endettement étranger. L'État chinois s'est imposé comme un acteur mondial clé, jouant de plus en plus un rôle de premier plan dans les institutions multilatérales. Ce faisant, il met en avant une nouvelle norme de développement, en mettant l'accent sur une croissance du marché portée par l'État, en dissociant la démocratie du développement, et en niant les droits humains. Dans le même temps, la Russie encourage les perturbations politiques dans les États qui semblent faire obstacle aux ambitions de son dirigeant. Les deux pays utilisent leur puissance économique pour limiter les critiques émanant d'autres États subordonnés, tandis que les dirigeants qui aspirent à un développement économique peu soucieux de la démocratie s'inspirent du modèle chinois. Mais le monde entier prend conscience du lourd sacrifice que ce modèle entraîne en matière de droits humains, comme on le voit dans la région du Xinjiang, et comme le reflète la forte résistance du peuple aux projets d'énergie et d'infrastructures chinois en Amérique latine.

Comment la société civile peut-elle réaffirmer les normes internationales en matière de droits humains face à la montée en puissance d'États répressifs, tels que la Chine et la Russie ? Comment peut-elle faire en sorte que le développement aille de pair avec la démocratie ? Et comment peut-elle tirer parti des inquiétudes croissantes concernant les répercussions flagrantes de ces modèles politiques et économiques sur les droits humains ?

## 8. UN MULTILATÉRALISME EN DIFFICULTÉ

La société civile a cherché à accroître son implication dans le système international, qui constitue un espace clé pour l'établissement de normes, la reddition de comptes, et la recherche de solutions mondiales aux problèmes urgents. Au cours des dix dernières années, la société civile a contribué à la conclusion d'engagements, tels que l'accord de Paris et les objectifs de développement durable, et s'est depuis employée à demander des comptes aux États à ce sujet. Elle utilise les leviers que le Conseil des droits de l'homme des Nations unies lui a fournis en vue d'examiner le bilan des

États en matière de droits humains et de faire pression en faveur d'une meilleure performance dans ce domaine. Toutefois, les changements de politique intérieure ont eu des répercussions multilatérales. À l'instar de la Chine et de la Russie, les États qui ont évolué vers l'autoritarisme affirment leur souveraineté et remettent en question le rôle des institutions internationales, notamment en se retirant de certains accords, en réduisant leur financement, et en les sabotant de l'intérieur. Le nationalisme en matière de vaccins est la dernière manifestation en date d'un rejet de la coopération internationale. Le rôle croissant du secteur privé dans les institutions internationales nuit encore davantage à la crédibilité et à la reddition des comptes. Pourtant, la nécessité absolue pour les institutions internationales de s'attaquer aux problèmes qui dépassent les frontières, tels que la crise climatique, la pandémie et les conflits, n'a jamais été aussi évidente.

Comment la société civile peut-elle coopérer et tirer profit du réengagement des États-Unis dans l'ère post-Trump pour présenter de nouveaux arguments en faveur du multilatéralisme, et rendre les institutions de l'ONU plus démocratiques et plus axées sur les personnes ?

## 9. LA RÉALITÉ DES CONFLITS ET DE LA MILITARISATION

De nombreuses personnes, notamment des enfants et des jeunes au Sahel, en Syrie et au Yémen, n'ont vécu que dans le conflit. Tous les jours, les droits humains sont bafoués, les groupes marginalisés sont ciblés, et les populations sont contraintes de se déplacer pour une longue durée. L'espace nécessaire pour l'action humanitaire est en butte aux attaques. En outre, l'inaction du système international, notamment du Conseil de sécurité des Nations unies, a eu des conséquences dévastatrices sur le terrain. Les industries militaires subventionnées par l'État encouragent l'utilisation d'armes de guerre et la surveillance intrusive, et les États adoptent de plus en plus des approches militarisées et sécurisées pour réprimer la dissidence, en utilisant des armes lourdes et des drones dans des contextes civils. En revanche, la société civile a déployé des efforts pour instaurer une paix inclusive,

impliquer les communautés affectées dans les processus de paix, et développer de nouvelles normes mondiales relatives au commerce des armes et aux armes nucléaires.

Comment la société civile peut-elle aider à instaurer une paix inclusive et à promouvoir la démilitarisation ?

## 10. PERSONNES NOUVELLEMENT MOBILISÉES ET NOUVELLES FORMES DE SOCIÉTÉ CIVILE

À maintes reprises, la société civile a fixé l'ordre du jour. Il a fallu faire preuve de créativité lors des manifestations en nombre et des campagnes en ligne afin d'attirer l'attention et d'avoir un retentissement mondial. Les mouvements en faveur de la justice raciale, des droits des femmes et des personnes LGBTQI+ et de l'action climatique ont modifié à une vitesse vertigineuse le discours et l'idée que les populations se faisaient de notre monde. Il a suffi d'une vague de mobilisations de grande ampleur qui a défié, et parfois changé les gouvernements, pour prouver que les contestations avaient le pouvoir de changer la donne. La mobilisation d'aujourd'hui vient principalement d'une nouvelle génération de personnes qui créent leurs propres structures en vue de participer à l'action civile et de militer. De nombreux jeunes, pour la première fois, participent aux manifestations ; de nombreuses femmes jouent des rôles de premier plan, et beaucoup de personnes issues de groupes marginalisés expriment leur vision du monde. Toutes ces personnes renferment le potentiel de la société civile et remettent en question les idées reçues sur sa nature et son fonctionnement.

Quel est le potentiel de renouvellement de la société civile ? Comment les modèles et approches conventionnels de la société civile doivent-ils évoluer ? Et comment les groupes de la société civile déjà établis peuvent-ils contribuer à l'élan contestataire, encourager la participation à ces mouvements, et optimiser les effets de la mobilisation ?

# CRÉDITS

## ENTRETIENS

- Lina Abou Habib, militante féministe, « Liban : Cette crise doit être gérée avec une vision féministe » , 23 septembre 2020
- Ulugbek Azimov, Legal Prosperity Foundation, « Kirghizistan : Le choix des citoyens lors du référendum sera décisif pour l'avenir » , 29 mars 2021
- Rafael Barrio de Mendoza, Grupo Propuesta Ciudadana, « Pérou : Le débat constitutionnel a pris une nouvelle importance depuis les manifestations » , 20 janvier 2021  
María Emilia Berazategui, Transparency International, « G20 : La société civile est traitée comme un partenaire de seconde classe et n'est pas souvent écoutée » , 27 février 2020
- Carlos Berríos Solórzano, Red Juvenil Centroamericana, « Costa Rica : Les mobilisations ont révélé des problèmes structurels non résolus » , 27 janvier 2021
- Keith Best, World Federalist Movement - Institute for Global Policy, « UN75 : La société civile doit être la conscience de la communauté mondiale » , 1er octobre 2020
- Yael Bromberg, Fondation Andrew Goodman, « États-Unis : L'élection de 2020 est un mandat politique et moral contre le fascisme » , 16 décembre 2020
- Hamilk Chahin, Manifiesto Ciudadano et Addys Then Marte, Alianza ONG, « République dominicaine : Nous avons peut-être une période de changement positif devant nous » , 4 août 2020
- Gala Díaz Langou, Centro de Implementación de Políticas Públicas para la Equidad y el Crecimiento, « COVID-19 : Nous avons besoin de politiques publiques qui réduisent et redistribuent le travail de soins non rémunéré » , 12 août 2020
- Leonid Drabkin, OVD-Info, « Russie : L'activisme des droits humains devrait s'intensifier en réaction à la répression » , 25 novembre 2020
- Herman Duarte, Fundación Igualitxs, « Costa Rica : Une fois le changement juridique obtenu, la politique publique doit se concentrer sur l'exclusion structurelle » , 30 juin 2020
- Elif Ege, Mor Çatı, « Turquie : Se retirer de la Convention d'Istanbul signifierait que nous ne croyons pas en l'égalité des genres » , 10 août 2020
- Andrea Garreffa, Mouvement des Sardines, « Italie : Le mouvement des Sardines cherche à susciter la confiance en soi dans le camp progressiste » , 3 novembre 2020
- Marcela Guillibrand, Red de Voluntarios de Chile, « Chili : Ce moment historique est un accomplissement de la part des citoyens » , 4 septembre 2020
- María Alicia Gutiérrez, Campaña Nacional por el Derecho al Aborto Legal, Seguro y Gratuito, « Ahora que estamos juntas, ahora que sí nos ven : El debate por la Ley de Interrupción Voluntaria del Embarazo en Argentina »
- Pakou Hang, VoteRunLead, « #Beijing25 : Plus de femmes dans la fonction publique signifie un meilleur gouvernement et une démocratie plus forte » , 17 décembre 2020
- Daniel Högsta, International Campaign to Abolish Nuclear Weapons, « All governments agree – at least nominally - that a world without nuclear weapons is a desirable goal; it's time to hold them to their words » , 27 octobre 2017
- Michael Kaiyatsa, Centre for Human Rights and Rehabilitation, « Malawi : La société civile attend du nouveau gouvernement qu'il donne la priorité aux droits humains » , 5 août 2020
- Ramy Khouili, Association tunisienne des femmes démocrates, « Tunisie : La réponse officielle n'a pas pris en compte les aspects de genre de la pandémie » , 1er juillet 2020
- Krisztina Kolos Orbán, Association Transvanilla Transgender, « Hongrie : Les personnes transgenres se voient retirer leurs droits » , 3 juillet 2020
- Piyanut Kotsan, Amnesty International Thaïlande, « Thaïlande : Les jeunes remettent en question le fait que le gouvernement sape leurs droits et compromette leur avenir » , 1er mars 2021
- Viviana Krsticevic, Centro por la Justicia y el Derecho Internacional, « #Beijing25 : Nous sommes indignées par la discrimination et nous transformons nos demandes en actions » , 23 août 2020



- Bo Kyi, Association d'assistance aux prisonniers politiques, « Myanmar : Si le coup d'État n'est pas renversé, il y aura beaucoup plus de prisonniers politiques » , 10 février 2021
- Cristian León, Asuntos del Sur, « Bolivia : La pandémie est devenue une justification pour le renforcement du contrôle de l'information » , 10 août 2020
- Elena Lorac, Reconoci.do, « République dominicaine : Nous faisons partie d'un mouvement antiraciste global » , 13 août 2020
- Jojo Mehta, Stop Ecocide, « Ecocide : Les auteurs de destruction environnementale devraient être poursuivis comme des criminels de guerre » , 22 février 2021
- Hayat Mirshad, Rassemblement démocratique des femmes libanaises, « Liban : Le changement commence lorsque la parole est donnée aux organisations féministes à la base » , 17 juin 2020
- Sandra Morán Reyes, militante des droits des femmes et des LGBTQI+, « Guatemala : Les manifestations reflètent à la fois l'organisation sociale et l'autonomie des citoyens » , 15 janvier 2021
- Mohammed Ndifuna, Justice Access Point-Uganda, « Ouganda : Personne ne peut gagner les élections sans le vote des jeunes » , 13 novembre 2020
- Laura O'Brien, Access Now, « #UN75 : Désormais, l'ONU doit demeurer accessible par le biais de plateformes virtuelles » , 19 janvier 2021
- Nelson Olanipekun, Citizens' Gavel, « Nigeria : Le tollé mondial suscité par la mort de George Floyd renouvelle l'appel à la responsabilité de la police » , 2 septembre 2020
- Marcos Orellana, Human Rights Watch, « Escazú: A milestone on the road to ending Latin America's environmental conflicts » , 12 février 2019
- Lefteris Papagiannakis, Solidarity Now, « Grèce : Nous avons besoin d'un changement à la fois dans les récits et dans les politiques de migration » , 17 février 2021
- Adrian Pereira, Initiative Nord-Sud, « Malaisie : Les migrants sont parmi les premiers à être victimes de traitements injustes et de discriminations pendant la pandémie » , 27 avril 2020
- Brankica Petković, Institut pour la paix, « Slovénie : Le gouvernement a profité de la pandémie pour limiter les manifestations » , 26 février 2021
- Patrick Poon, chercheur indépendant sur les droits humains, « Hong Kong : La loi sur la sécurité nationale viole la liberté d'expression et intensifie l'autocensure » , 27 août 2020
- María Rachid, Federación Argentina LGBT, « Le changement culturel a permis le changement juridique et le changement juridique a approfondi le changement culturel » , 30 octobre 2020
- Aparajita Sangita, militante des droits humains, « Bangladesh : Pour lutter contre le viol, nous avons besoin d'une réforme profonde du système juridique » , 5 mars 2021
- Brian Schapira, Centro para la Apertura y el Desarrollo de América Latina, « Nations Unies : Le système existant des droits humains doit être critiqué, mais sans cesser d'être défendu » , 16 février 2021
- Mrinal Sharma, Amnesty International Inde, « Inde : Les organisations de la société civile qui osent dire la vérité au pouvoir sont attaquées » , 23 février 2021
- Ethan Hee-Seok Shin, Transitional Justice Working Group, « Corée du Sud : Les activistes et déserteurs nord-coréens subissent une pression croissante pour les faire taire » , 6 novembre 2020
- Klementyna Suchanow, Grève des femmes polonaises, « Pologne : Nous avons inventé de nouvelles formes de protestation parce que nous n'avons pas d'autre choix » , 1er septembre 2020
- Małgorzata Szuleka, Fondation Helsinki pour les droits humains, « Pologne : La crise de la démocratie et des droits humains va s'aggraver » , 15 septembre 2020
- Ivana Teofilović, Initiatives civiques, « Serbie : La crise politique va s'approfondir parce qu'une grande partie des citoyens n'est pas représentée » , 8 septembre 2020
- Maya Thomas-Davis, Centre juridique Lesbos AMKE, « Droits des migrants : L'Europe instrumentalise la souffrance humaine pour dissuader les migrations » , 4 mars 2021
- Lyric Thompson, Centre international de recherche sur les femmes, « #Beijing25 : Tous les efforts en faveur de l'égalité des genres doivent être fondés sur l'intersectionnalité et l'émancipation » , 4 décembre 2020
- Sandun Thudugala, Law and Society Trust, « Sri Lanka : Le contrôle des médias a donné au gouvernement un grand avantage » , 18 août 2020

- Bertha Tobias, militante des droits des femmes, « Namibie : Les manifestations contre la violence de genre ont été alimentées par l'espoir collectif » , 26 janvier 2021
- Amali Tower, Climate Refugees, « COVID-19 : Les réfugiés ont payé un prix plus élevé dans une crise dont on pensait qu'elle nous touchait tous » , 14 août 2020
- Asya Tulesova, défenseuse des droits civiques et environnementaux, « Kazakhstan : La quarantaine est devenue une sorte de prétexte du gouvernement pour persécuter la société civile » , 22 septembre 2020
- Jolovan Wham, militant des droits civiques, « Singapour : Les partis d'opposition ont bénéficié d'une couverture défavorable de la part des médias d'État et ont eu des difficultés à accéder aux électeurs » , 27 juillet 2020
- Activiste anonyme, « Burundi : Élire de nouveaux dirigeants n'est pas synonyme de démocratie » , 19 août 2020
- Représentant anonyme d'une OSC internationale, « #UN75 : La pandémie de la COVID-19 a montré que les institutions multilatérales sont essentielles » , 11 septembre 2020

## ORATEURS DU WEBINAIRE

### « NOUS, LES PEUPLES... » : RÉIMAGINER LA GOUVERNANCE MONDIALE À LA VEILLE DU 75E ANNIVERSAIRE DE L'ONU , 14 SEPTEMBRE 2020

Layan Al-Dani, Access Center for Human Rights, Liban ; Yolette Etienne, ActionAid, Haïti ; Memory Kachambwa, Femnet, Kenya ; Beverly Longid, Civil Society Partnership, Philippines ; Annie Namala, Centre for Social Equity and Inclusion, Inde ; Alessandra Nilo, Gestos, Brésil ; John Romano, TAP Network, États-Unis ; Natalie Samarasinghe, Nations unies ; Daniela Vancic, Democracy International, Allemagne ; Fergus Watt, Coalition pour l'ONU dont nous avons besoin, Canada.

### L'ÉTAT DE LA DÉMOCRATIE : LES ÉLECTIONS DANS LE CONTEXTE DE LA PANDÉMIE , 24 NOVEMBRE 2020

Kanni Abdoulaye, Coalition des défenseurs des droits humains Niger ; Julie Haggie, Transparency International Nouvelle-Zélande ; Nikolai Kvantaliani, New Group Association, Biélorussie ; Onesmo Olengurumwa, Tanzania Human Rights Defenders Coalition ; Michel Pierre, Citizens Engagement Platform Seychelles ; Ely Quiroz, Centro de Estudios y Apoyo al Desarrollo Local, Bolivie ; Maja Stojanović , Civic Initiatives, Serbie ; Anne Tolley, ancienne députée du National Party, Nouvelle-Zélande ; Sandra Urquiza, Carter Center, États-Unis.

### REMISE EN CAUSE DE L'EXCLUSION ET REVENDICATION DES DROITS , 3 DÉCEMBRE 2020

Carolina Carrera, Humanas-Centro Regional de Derechos Humanos y Justicia de Género, Chili ; Terry Bellamak, Abortion Law Reform Association of New Zealand ; Olimpia Castillo, Asociación Civil Comunicación y Educación Ambiental, Mexique ; Fahima Hashim, militante des droits des femmes, Soudan ; Yasmin Ullah, militante des droits des Rohingyas, Canada ; Laura Valenciano Arrieta, Asociación Ciudadana ACCEDER-Acciones estratégicas por los Derechos Humanos, Costa Rica.

### DÉFIER LE RACISME SYSTÉMIQUE : LE MOUVEMENT #BLM AUX ÉTATS-UNIS ET AU-DELÀ , 2 FÉVRIER 2021

Sheila de Carvalho, Coalizão Negra, Brésil ; Kelsey M, Community Action on Prison Expansion, Royaume-Uni ; David Murillo, Dejusticia, Colombie ; Axolile Notywala, militant des droits humains, Afrique du Sud ; Israel Ogunseye Oladipupo, #EndSARS, Nigeria ; Kim M Reynolds, Our Data Bodies, États-Unis et Université du Cap, Afrique du Sud.

# CONTACTEZ-NOUS



[civicus.org](http://civicus.org)



[info@civicus.org](mailto:info@civicus.org)



[/CIVICUS](https://www.facebook.com/CIVICUS)



[@CIVICUSfrançais](https://twitter.com/CIVICUSfrançais)

## SIÈGE SOCIAL

25 Owl Street, 6ème étage  
Johannesbourg, 2092  
Afrique du Sud  
Tel: +27 (0)11 833 5959  
Fax: +27 (0)11 833 7997

## UN HUB: NEW YORK

205 East 42nd Street,  
17ème étage  
New York, NY, 10017  
États-Unis

## CENTRE ONU: GENÈVE

11 Avenue de la Paix  
Genève, CH-1202  
Suisse  
Tel: +41 (0)22 733 3435